

La Première Guerre mondiale et la balkanisation du Moyen-Orient

Georges Corm

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2014/1 Printemps, PAGES 187 À 198
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365672290

DOI 10.3917/pe.141.0187

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-1-page-187?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

La Première Guerre mondiale et la balkanisation du Moyen-Orient

Par **Georges Corm**

Georges Corm est professeur à l'Institut des sciences politiques de l'université Saint-Joseph à Beyrouth. Il a été ministre des Finances du Liban (1998-2000) et a notamment publié *Le Proche-Orient éclaté* (Paris, Gallimard, 2012, 7^e édition).

La Première Guerre mondiale a eu des conséquences tragiques pour le Moyen-Orient. Elle a conduit au dépècement de l'Empire ottoman et à une balkanisation de la région. La France et la Grande-Bretagne ont semé les graines de conflits futurs en faisant des promesses contradictoires aux notabilités et dirigeants locaux. L'instabilité que l'on observe aujourd'hui au Moyen-Orient puise ses racines dans les découpages qui ont fait suite à la Grande Guerre. Une nouvelle conflagration régionale est à craindre.

politique étrangère

La commémoration du centenaire du début de la Première Guerre mondiale est l'occasion de revenir sur les conséquences de ce conflit majeur qui a ouvert le xx^e siècle et entraîné des bouleversements considérables. Ce retour est d'autant plus nécessaire que nous pourrions bien être à la veille d'une nouvelle conflagration dont l'épicentre serait le Moyen-Orient. Les tensions – dont beaucoup trouvent leur origine, directement ou indirectement, dans la Première Guerre mondiale – y sont en effet intenses.

S'il est courant de considérer que ce conflit a planté en Europe même les germes de la Seconde Guerre mondiale, il est plus rare d'en évoquer les conséquences dramatiques sur le Moyen-Orient depuis l'effondrement de l'Empire ottoman qu'il a directement entraîné. On sait en effet que les lourdes conditions imposées par les vainqueurs français et anglais sur l'Allemagne ne sont pas étrangères à la montée du nazisme en Europe. À quoi il faut ajouter que cette guerre a précipité la Russie dans la guerre civile, avec la victoire du parti bolchevique et, en conséquence, le développement rapide de nombreux partis communistes en Europe, au Moyen-Orient, ainsi qu'en Extrême-Orient. C'est ainsi qu'a été créé le contexte historique propice à la déflagration de la Seconde Guerre mondiale.

Celle-ci s'est prolongée dans la guerre froide et les innombrables conflits que cette dernière a attisés dans les pays du tiers-monde. L'effondrement de l'URSS en 1989-1990 n'a guère mis fin aux tourments du Moyen-Orient, et plus particulièrement des pays arabes.

Le Moyen-Orient a en effet continué d'être déchiré par des violences et affrontements militaires majeurs dont les sources se trouvent dans les séquelles de la Première Guerre mondiale, amplifiées par le conflit de 1939-1945 et la guerre froide. Certes, l'histoire ne se répète jamais, mais derrière les continuités et les ruptures qu'elle offre à l'observateur superficiel, il est des contextes qui restent favorables au maintien de situations conflictuelles. Dans le cas du Moyen-Orient et, plus spécialement, du monde arabe, les conséquences de la Première Guerre mondiale et ses suites immédiates refont surface aujourd'hui à l'occasion des révoltes qui secouent la région. Nombre d'analystes se demandent si les arrangements issus de la Première Guerre mondiale au sujet de l'Orient arabe ne vont pas être remis en cause. La très forte implication des puissances européennes dans les révoltes arabes depuis 2011, en particulier en Libye et en Syrie, ainsi que celle des États-Unis, de la Russie et de la Chine, mais aussi de l'Iran, évoquent un nouveau Yalta concernant l'ensemble du Moyen-Orient.

Le dramatique dépècement de l'Empire ottoman et ses conséquences

Une abondante littérature existe sur ce que l'on avait coutume de nommer à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle la « question d'Orient ». Le grand historien britannique Arnold Toynbee l'avait qualifiée de « question d'Occident », voulant montrer par là qu'elle résultait des rivalités entre puissances européennes pour acquérir des situations d'influence à l'est de la Méditerranée, porte de la Mésopotamie et de la route des Indes¹. Ces rivalités entre puissances étaient aiguës. L'Empire ottoman était alors désigné comme l'« homme malade » de l'Europe. Seules les ambitions contradictoires des puissances européennes prolongeaient l'agonie de l'Empire, dont les territoires balkaniques avaient été déjà largement grignotés, cependant que la France s'était installée sur le mode colonial en Algérie, en Tunisie et au Maroc, l'Italie en Libye et l'Angleterre en Égypte. L'Empire ottoman, allié au Deutsches Reich, était condamné à disparaître en cas de défaite allemande dans une guerre majeure entre puissances européennes. Dans cette hypothèse, son dépècement au profit des vainqueurs devenait inévitable, compte tenu d'ambitions coloniales redoublées, au moment

1. Voir A. Toynbee, *The Western Question in Greece and Turkey. A Study in the Contact of Civilizations*, Londres, Constable, 1922.

même où l'aspiration des peuples colonisés à l'indépendance devenait d'autant plus forte que le principe de l'autodétermination des peuples était affirmé par les États-Unis à l'issue de la guerre.

Avant la guerre de 1914-1918, les élites arabes se trouvaient déjà divisées. Un premier groupe de personnalités, nombreuses, souhaitaient que les provinces arabes de l'Empire ottoman restent dans le giron de ce dernier ; elles avaient œuvré pour sa réforme et pour l'institution d'une décentralisation démocratique, donnant aux Arabes l'usage officiel de leur langue et la gestion de leurs propres affaires dans le cadre d'une autonomie sous la suzeraineté du sultan². Pour ces personnalités arabes, le rétablissement en 1908 de la Constitution ottomane de 1876, suivi d'élections d'une Assemblée parlementaire incluant des représentants de toutes les provinces de l'Empire, était une raison d'espérer³. Toutefois, la suspension de la Constitution devait beaucoup affaiblir cette position. Au cours de la guerre, la forte répression par les gouverneurs ottomans des personnalités ayant des contacts avec la France et l'Angleterre – des pendaisons publiques eurent lieu à Damas et Beyrouth – acheva d'affaiblir le parti ottoman chez les Arabes.

Un second camp de l'élite critiquait fortement la gestion ottomane de l'Empire et souhaitait que le califat revînt aux Arabes, fondateurs de la religion musulmane et propagateurs de son extension. À leurs yeux, les Turcs n'avaient pas su préserver la grandeur de l'islam et de sa civilisation et n'étaient donc plus dignes de conserver le califat. Enfin, d'autres personnalités souhaitaient la constitution d'une entité étatique moderne regroupant l'ensemble des sociétés arabes, notamment au Levant. Les républicains se tournaient vers la France, les royalistes vers l'Angleterre. C'est donc en ordre dispersé que les élites arabes se trouvèrent prises dans le tourbillon de la Première Guerre mondiale. Cela facilita la lourde mainmise des deux principales puissances coloniales européennes (la France et l'Angleterre) sur les provinces arabes de l'Empire ottoman après la guerre.

Les promesses inconciliables des Alliés

Afin de s'assurer de la victoire, la Grande-Bretagne fit les promesses les plus contradictoires au sujet du sort des provinces arabes de l'Empire ottoman. Elle plantait ainsi, de concert avec la France, les graines des problèmes qui continuent aujourd'hui de secouer le monde arabe. Ces deux puissances

2. Il s'agit du Parti de la décentralisation administrative ottomane, qui fut très actif au Liban, en Syrie et en Mésopotamie.

3. Voir L. Dakhli, *Une Génération d'intellectuels arabes. Syrie et Liban (1908-1940)*, Paris, Khartala, 2009.

ont fait preuve d'aveuglement pour régler le sort de l'Allemagne vaincue. Elles n'ont pas été plus heureuses dans leurs choix liés aux effondrements des Empires austro-hongrois et ottoman.

En 1915, dans un échange de correspondance entre le Foreign Office et le chérif Hussein – chef de la famille des Hachémites, gardienne des lieux saints musulmans du Hedjaz –, les Britanniques promettent la constitution d'un royaume arabe unifié, sous la conduite de cette famille, pour prix du ralliement des Arabes à la cause des Alliés. Une brigade armée arabe viendrait épauler l'armée britannique, dès qu'elle pourrait parvenir en Mésopotamie et en Syrie⁴.

L'année d'après, en 1916, lors de négociations menées entre la France et l'Angleterre, les deux puissances conviennent de partager entre elles ce qui reste des provinces arabes de l'Empire non encore occupées par l'une ou l'autre, à savoir la Mésopotamie, la Syrie et la Palestine⁵.

Un an plus tard, en 1917, face à une guerre qui s'éternise et devient de plus en plus meurtrière, pour affaiblir économiquement l'Allemagne et ses alliés, la Grande-Bretagne croit pertinent de se gagner la sympathie des milieux d'affaires juifs en Allemagne et chez ses partenaires. Alors que le mouvement sioniste, né en 1897 et préconisant un transfert hors d'Europe des Européens de confession juive comme remède à l'antisémitisme, n'avait jusqu'ici suscité qu'une attention restreinte, le ministre des Affaires étrangères britannique Lord Balfour adresse une lettre à Lord Rothschild, notable de la communauté juive britannique, déclarant unilatéralement l'intention de la Grande-Bretagne d'œuvrer à la constitution d'un « foyer national » pour les juifs en Palestine. Cette simple lettre, sans valeur juridique, a par la suite été pompeusement qualifiée de « Déclaration Balfour », afin de lui donner plus de poids et qu'elle soit ainsi considérée comme source de « légitimité » future pour justifier la création d'un État. La notion de foyer national n'a toutefois jamais eu d'existence en droit international, et la Grande-Bretagne ne pouvait disposer d'un territoire qui n'était pas sous sa souveraineté.

L'inconséquence dramatique des Alliés ne s'est pas arrêtée là. La victoire venue et leurs troupes occupant la majeure partie du plateau anatolien et

4. Il s'agit de la célèbre correspondance échangée en 1915 entre Henry Mac-Mahon, haut commissaire britannique au Caire, et le chérif Hussein. Voir à ce sujet J. Thobie, *Ali et les 40 voleurs. Impérialismes et Moyen-Orient de 1914 à nos jours*, Paris, Éditions Messidor, 1985.

5. Il s'agit des accords passés en 1916 entre Mark Sykes, fonctionnaire britannique, et Georges Picot, fonctionnaire français, divisant le Levant arabe en États sous domination anglaise (Irak et Palestine) et sous domination française (Syrie et Liban).

la Cilicie, le désir de réduire l'Empire à une peau de chagrin, petit territoire d'un État croupion autour d'Istanbul, s'est incarné dans le traité de Sèvres (1920). Ce dernier prévoit en effet la création d'un vaste État arménien et d'un État kurde en Anatolie, d'une enclave grecque autour de la ville de Smyrne et d'une enclave italienne sur le pourtour méditerranéen de l'Anatolie⁶. Par ailleurs, les Assyro-Chaldéens – population chrétienne descendant des grands empires assyrien et babylonien, évaluée avant la guerre de 1914-1918 à 750 000 personnes vivant dans les massifs montagneux de l'Est de l'Anatolie, entremêlée aux Arméniens et aux Kurdes, et qui avait combattu avec les troupes alliées – espéraient se voir attribuer une zone d'autonomie⁷.

Les plans des Alliés pour un dépècement étendu de l'Anatolie elle-même ont cependant été contrariés par l'action de Mustapha Kemal, un officier jeune-turc. Regroupant les restes de l'armée impériale en déroute, il réussit à chasser toutes les armées alliées qui tentaient de morceler le territoire anatolien, réduisant en cendres les projets européens de création d'un État arménien et d'un État kurde ainsi que d'enclaves grecque et italienne. C'est grâce à la légitimité que lui apportent ces victoires militaires que Mustapha Kemal parvient à accélérer le rythme de l'eupéanisation-modernisation de la société turque. Désormais, la nouvelle Turquie, dans de nouvelles frontières stabilisées, débarrassée de toute influence politique européenne directe, peut construire librement son espace national⁸.

L'inconséquence dramatique des Alliés

Toutefois, on ne peut passer sous silence les souffrances que l'émergence de l'État turc postottoman a infligées aux Kurdes et aux Arméniens⁹. La région a connu une période d'actions violentes perpétrées par l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (ASALA) et par différents mouvements kurdes en Irak, Turquie, Iran. Si la question arménienne s'est calmée avec l'indépendance acquise par la République d'Arménie (ex-soviétique), il n'en est pas de même avec la question kurde, plus que jamais brûlante, d'autant qu'un embryon d'État kurde a été créé dans le sillage de l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Quant aux Assyro-Chaldéens, ils

6. Sur cet épisode, on pourra se reporter à G. Corm, *L'Europe et l'Orient. De la balkanisation à la libanisation, histoire d'une modernité inaccomplie*, Paris, La Découverte, 2^e édition, 2002.

7. Voir J. Yacoub, « La question assyro-chaldéenne, les puissances européennes et la Société des Nations », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 155, juillet 1988, p. 103-120.

8. Voir É. Copeaux, *Espace et Temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste, 1931-1993*, Paris, CNRS Éditions, 1997.

9. Voir « Arménie – Diaspora : mémoire et modernité », *Les Temps Modernes*, n° 504-505-506, juillet-septembre 1988.

ont subi par deux fois massacres et déplacements forcés, en Anatolie puis en Irak, sans bénéficier de la protection espérée de la part des Alliés¹⁰.

Si les États arménien et kurde n'ont pas été créés à l'issue de la Première Guerre mondiale, deux autres États à base communautaire religieuse, véritables « jokers » de cette succession de l'Empire ottoman, font leur apparition en 1932 (Arabie Saoudite) et 1948 (Israël), aggravant la balkanisation de cette région organisée par les Alliés.

Ex-provinces arabes de l'Empire : une balkanisation géographique et politique

À l'inverse de l'évolution unificatrice conduite par Atatürk en Anatolie, dans les ex-provinces arabes de l'Empire ottoman intervient une dangereuse balkanisation géographique et politique sous l'action de la France et de l'Angleterre. En dépit du fait que les populations arabes souhaitaient être réunies dans un même État, du moins pour ce qui concerne le Levant, les deux puissances européennes fragmentent en entités étatiques distinctes et plus ou moins viables les anciennes provinces arabes de l'Empire ottoman disparu.

C'est ainsi que certains États tombent sous la coupe directe de la France, les autres sous celle de l'Angleterre. Le Liban est détaché de la Syrie et la Palestine vouée à devenir un État juif conformément à la Déclaration Balfour. Cette dernière est intégrée au texte du mandat accordé par la Société des Nations (SDN) à l'Angleterre, en dépit du refus de la population locale qui représente alors 90 % de la population totale du territoire palestinien.

Dans les provinces dont héritent la France et l'Angleterre, nulle force militaire arabe n'est en mesure de faire face à la volonté de ces deux puissances. Le petit contingent militaire arabe formé au Hedjaz par l'armée britannique sous le commandement du colonel Lawrence – rendu célèbre par le récit romancé de son aventure arabe dans *Les Sept Piliers de la sagesse*¹¹ – n'a jamais représenté plus qu'une force d'appoint pour l'armée britannique¹². Ce contingent est d'ailleurs écrasé par l'armée française en

10. J. Yacoub, *op.cit.*

11. Il s'agit de Thomas Edward Lawrence, né en 1888 et décédé en 1933. Outre la réputation que lui valut le succès de son récit autobiographique centré sur son aventure dans les déserts d'Arabie, le personnage de Lawrence a fait l'objet d'un film de David Lean en 1962, *Lawrence d'Arabie*, qui a connu un grand succès et reçu plusieurs prix.

12. Voir B. Thomas, *Les Arabes*, Paris, Payot, 1946, chapitre XI, « La guerre mondiale », p. 215, note 1, suivant lequel ce contingent arabe a pu atteindre 10 000 hommes au maximum lors de la mobilisation des tribus de la péninsule Arabique, mais est resté en moyenne plus proche de 2 000 hommes présents en permanence.

juillet 1921 avec une facilité déconcertante lors de la bataille de Maysaloun à la frontière entre le Liban et la Syrie, alors qu'il tente d'empêcher les Français d'arriver à Damas où Faysal, fils aîné du chérif de La Mecque, a été confirmé roi de Syrie et acclamé par la foule.

Cela ne peut que susciter la colère de l'armée française du Levant, regroupée au Liban : l'administration de la Syrie devait lui revenir en vertu des accords Sykes-Picot et le soutien des Anglais à l'équipée de Faysal constituait une infraction flagrante à ces accords. Faysal, quant à lui, se réclamait des promesses faites par les Britanniques à son père quant à la constitution d'un grand royaume arabe unifié. Les Britanniques, tout en soutenant la montée en puissance de la famille des Saoud au Hedjaz, n'abandonnent toutefois pas complètement la famille hachémite. Cette dernière leur reste utile pour son influence dans la région : elle polarise à l'époque les aspirations à l'unité arabe des différentes élites des provinces arabes de l'Empire ottoman disparu.

La Syrie, qui se révèle rebelle à l'occupation des troupes françaises, est découpée pendant une période par la France en différentes entités géographiques et communautaires (zone alaouite, druze, sunnite, sandjak d'Alexandrette)¹³. Le Mont-Liban, après avoir subi de nombreuses transformations communautaires sous le coup des rivalités franco-britanniques du XIX^e siècle, devient un État aux frontières élargies censées le rendre plus viable¹⁴. La Transjordanie est créée par la Grande-Bretagne pour accommoder la famille des Hachémites, gardienne de La Mecque, chassée du Hedjaz par la famille des Saoud, elle aussi alliée aux Britanniques. En Irak, véritable mosaïque ethnique (Arabes, Kurdes, Assyriens et Turcomans) et religieuse (sunnites, chiites, juifs, sabéens, yézidis, chrétiens), l'Angleterre installe un autre membre de la famille des Hachémites.

Dans la péninsule Arabique, les Britanniques ont tout intérêt à porter atteinte au prestige de la famille des Hachémites, chantre des revendications nationalistes arabes. C'est pourquoi ils facilitent l'émergence au Hedjaz, dans les années 1920, d'un royaume patrimonial. La famille des

13. Voir R. O'Zoux, *Les États du Levant sous mandat français*, Paris, Librairie Larose, 1931. Une description sans complaisance des errements de la puissance mandataire en Syrie et au Liban nous est donnée par V. de Saint-Point, *La Vérité sur la Syrie par un témoin*, Paris, Cahiers de France, 1929. Cet ouvrage va à contre-courant de toute une littérature hagiographique vantant l'action de la France au Levant. Tout aussi critique de la gestion du mandat en Syrie, on verra A. Poulleau, *À Damas sous les bombes. Journal d'une Française pendant la révolte syrienne 1924-1926*, Yvetot, Bretteville Frères, 1925.

14. Voir G. Khoury, *La France et l'Orient arabe. Naissance du Liban moderne, 1914-1920*, Paris, Armand Colin, 1993, ainsi que, du même auteur, introduction et notes, in R. de la Croix, *Une Tutelle coloniale. Le mandat français en Syrie et au Liban*, Paris, Belin, 2006. Voir aussi S.H. Longrigg, *Syria and Lebanon under French Mandate*, Oxford, Oxford University Press, 1958, ainsi que G. Corm, *Le Liban contemporain. Histoire et société*, Paris, La Découverte, 2012.

Saoud adopte le Coran comme Constitution et le wahhabisme le plus radical¹⁵ comme seule idéologie officielle théologico-politique.

À cette balkanisation géographique des territoires arabes s'ajoute une balkanisation des systèmes politiques : l'Irak et la Transjordanie deviennent des monarchies, accordées en lot de consolation à des descendants de la famille des Hachémites (Faysal en Irak après l'échec de ses projets en Syrie, Abdallah en Transjordanie), alors que le Liban et la Syrie deviennent des républiques. En outre, une partie des élites arabes est formée à la modernité à la française, une autre à la britannique.

Ces nouvelles acquisitions territoriales françaises et britanniques mettent l'ensemble du monde arabe sous le joug de ces deux puissances, l'Égypte étant sous occupation britannique depuis 1882 et l'ensemble de l'Afrique du Nord sous domination française depuis le XIX^e siècle, à l'exception de la Libye, occupée par l'Italie en 1911. Plutôt que de mettre en application les principes d'autodétermination des peuples préconisés par le président

Les jougs français et britannique

Wilson, France et Grande-Bretagne achèvent de coloniser l'ensemble du monde arabe, contre le vœu des populations concernées¹⁶. En Égypte, l'Angleterre doit faire face à une forte contestation nationaliste, sous la conduite de Saad Zaghloul qui réclame l'indépendance et prend la tête d'une délégation à la Conférence de Versailles en 1918¹⁷. Cela accélère le développement d'une conscience nationale arabe désireuse de se débarrasser du colonialisme européen et de s'unir dans une seule entité.

Les indépendances des différents pays arabes ne sont acquises qu'après la Seconde Guerre mondiale. Elles interviennent dans les frontières contestables arrêtées à l'issue du premier conflit mondial en vertu des accords

15. Le wahhabisme est la forme puritaine extrême de l'islam sunnite propagé par Mohammed Ibn Abdel Wahhab (1703-1792) qui vécut dans le Najd et s'allia à Muhammed Ibn Saoud en 1747 pour propager cette doctrine par l'épée. Le sultan ottoman envoya une expédition militaire égyptienne en 1810 pour venir à bout du mouvement dont l'armée était arrivée jusqu'en Irak. Le wahhabisme fut longtemps considéré comme une hérésie en islam du fait de son extrémisme, jusqu'à la constitution du Royaume saoudien dans les années 1920, sous protection anglaise. Par la suite, la fortune pétrolière du Royaume permit d'étendre l'influence de la doctrine wahhabite sur toutes les communautés musulmanes sunnites de par le monde. De même, le système saoudien de gestion patrimoniale de l'État et de ses ressources ne manqua pas d'influencer, par divers canaux, les autres sociétés arabes, au fur et à mesure que le Royaume élargit son emprise dans le monde arabe et musulman.

16. C'est bien ce qu'a montré le très riche rapport de la Commission d'enquête au Moyen-Orient envoyée à l'issue de la Grande Guerre par le président américain, dite Commission King-Crane du nom des deux personnalités qui l'ont conduite, pour recueillir l'opinion des élites arabes quant aux souhaits des populations sur l'avenir des ex-provinces arabes de l'Empire ottoman. Voir à ce sujet H.H. Howard, *An American Enquiry in the Middle East. The King-Crane Commission*, Beyrouth, Khayats, 1963, ainsi que G. Corm, *L'Europe et l'Orient, op. cit.*, chap. 10, p. 131-145.

17. De là la naissance du parti Wafd (ce qui signifie « délégation ») qu'il fonde en 1919 et qui devient rapidement le parti politique le plus important d'Égypte (il existe encore aujourd'hui).

Sykes-Picot. En Palestine, une partie importante de la population arabe fuit les massacres perpétrés par la Haganah (embryon de la future armée israélienne). Les résolutions des Nations unies sur le partage de la Palestine ne sont guère respectées. Israël, par la guerre de 1948, occupe largement plus de territoire que ce que le plan des Nations unies avait prévu, et le droit au retour des réfugiés n'est pas reconnu par le nouvel État. Le conflit entre l'Irak et le Koweït (1991) plonge aussi ses racines dans ces découpages coloniaux. Il en est de même du conflit du Sahara occidental (ex-colonie espagnole), qui éclate en 1974 entre l'Algérie et le Maroc, mais aussi, à la même époque, du conflit de Chypre qui aboutit à la division de l'île entre une partie devenue exclusivement turque et une partie grecque.

La création du « vide de puissance » dans le monde arabe

La balkanisation du monde arabe née des modalités de liquidation de l'Empire ottoman est largement responsable de l'instabilité de la plupart des États arabes, minés par une crise de légitimité qui prend des formes diverses selon les pays¹⁸. Une fois l'indépendance acquise, ces derniers, très faibles, éprouvent le besoin de se trouver un protecteur extérieur. Les dirigeants américains estiment qu'ils doivent combler le « vide de puissance » observable au Moyen-Orient, sous peine de voir l'Union soviétique gagner en influence dans cette région riche en ressources énergétiques.

Ainsi cette balkanisation facilite-t-elle dès les années 1950 la naissance d'un clivage profond entre les régimes politiques arabes alliés aux États-Unis (essentiellement les régimes monarchiques) d'un côté et, de l'autre, les régimes arabes pratiquant un anti-impérialisme flamboyant (Égypte, Irak, Syrie, Algérie, Yémen du Sud, Libye)¹⁹. L'URSS arme et finance alors les mouvements de décolonisation et les pays du Tiers-Monde qui refusent de s'aligner sur la politique américaine. Ce clivage entraîne de nombreux troubles en 1958 : la révolution irakienne de juillet, l'union de l'Égypte et de la Syrie préluant à une unité arabe plus large, la crise du Liban qui entraîne un débarquement de *Marines* à Beyrouth, enfin la crise jordanienne, non moins grave que celle du Liban.

Plus tard, par opposition au soutien du gouvernement américain à Israël, qui continue d'occuper les territoires arabes envahis durant la guerre de juin 1967, les États arabes anti-impérialistes se regroupent dans un front de résistance et de refus de l'ordre américano-israélien au Moyen-Orient. Usant d'une rhétorique virulente contre Israël, ses membres soutiennent

18. Voir M. Hudson, *Arab Politics. The Search for Legitimacy*, New Haven, CT, Yale University Press, 1977.

19. Sur ce clivage interarabe, voir l'ouvrage de M. Kerr, *The Arab Cold War. Gamal Abd al-Nasir and his rivals, 1958-1970*. Oxford, Oxford University Press, 1971, ainsi que M. Colombe, *Orient arabe et non-engagement*, 2 volumes, Paris, Publications orientalistes de France, 1973.

différents mouvements palestiniens armés, parfois opposés les uns aux autres. Face à ce front, les États conservateurs et pro-occidentaux forment l'Organisation de la conférence islamique (OCI) en 1969, à l'initiative de l'Arabie Saoudite, du Pakistan et du Maroc. Avec l'augmentation des prix du pétrole en 1973, l'Arabie Saoudite devient une puissance financière et crée la Banque islamique de développement. Désormais, deux logiques s'opposent : l'une prône la solidarité islamique et l'anticommunisme et dénonce l'expansionnisme de l'URSS dans le Tiers-Monde ; l'autre dénonce l'impérialisme américain et prône la solidarité – à défaut d'unité – arabe pour faire face aux défis de l'occupation israélienne de territoires arabes.

Au cours des années 1950-1960, l'alliance entre les États-Unis et les monarchies fait face à la vague révolutionnaire arabe initiée par le président égyptien Gamal Abdel Nasser et soutenue par l'URSS. Nasser réussit alors à dominer de sa forte personnalité la Ligue des États arabes ; il est aussi un acteur important du Mouvement des non-alignés. Après sa disparition prématurée en 1970, le champ est libre pour que les monarchies arabes, toutes pro-occidentales, acquièrent un poids politique majeur sur la scène moyen-orientale, à la faveur des moyens financiers considérables issus de la rente pétrolière de l'Arabie Saoudite et des différents Émirats pétroliers.

À compter de cette période, l'instrumentalisation de l'identité islamique est promue dans tous les domaines pour faire reculer l'influence grandissante de l'idéologie socialiste et antiaméricaine dans le monde arabe et musulman. On parle alors de « réislamisation » de ces sociétés²⁰. Dans ce

L'instrumentalisation de l'identité islamique

cadre, une internationale de combattants islamiques est recrutée et entraînée en Arabie Saoudite et au Pakistan, avec l'appui des États-Unis, pour être envoyée se battre en Afghanistan afin de libérer ce pays de l'occupation soviétique. La nébuleuse Al-Qaïda y pousse ses racines. Elle réclame le rétablissement du califat et exige la restauration dans toutes les sociétés musulmanes de mœurs islamiques sur le mode radical wahhabite.

À la suite des attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis envisagent le remodelage complet du « grand Moyen-Orient » (incluant le Pakistan et l'Afghanistan). L'intervention en Afghanistan en 2001, l'intervention en Irak en 2003, ainsi que l'encerclement de la Syrie, s'inscrivent dans cette logique de domination de la région, garantissant la sécurité d'Israël et

20. Voir G. Corm, *La Question religieuse au xx^e siècle. Géopolitique et crise de la postmodernité*, Paris, La Découverte, 2004, ainsi que *Pour une lecture profane des conflits. Sur le « retour du religieux » dans les conflits contemporains du Moyen-Orient*, Paris, La Découverte, 2012.

visant à abattre tout régime politique hostile aux intérêts des États-Unis et de son allié israélien. Par opposition à cette stratégie, les mouvances islamistes se sont multipliées et ont cherché à combattre les gouvernements « impies » de nombreux pays musulmans. Elles ont commis, ou commettent encore, de nombreux attentats meurtriers, en Arabie Saoudite et au Pakistan, mais aussi en Indonésie, Jordanie, Égypte, Irak, Somalie, Algérie, Libye ou au Liban. Leur idéologie continue d'être enseignée plus ou moins ouvertement dans les deux pays musulmans clés que sont l'Arabie Saoudite et le Pakistan, alliés privilégiés des États-Unis.

Paradoxalement, les gouvernements occidentaux dénoncent ce terrorisme, mais ne tentent pas d'en assécher les sources idéologiques chez leurs alliés « musulmans ».

Le Moyen-Orient, nouvelle « poudrière » d'un conflit mondial

Si les Balkans et les problèmes de l'Europe centrale et orientale ont constitué la poudrière allumant le feu des deux guerres mondiales du ^{xx}^e siècle, le Moyen-Orient est aujourd'hui la poudrière du ^{xxi}^e siècle et pourrait conduire à une nouvelle conflagration militaire généralisée. Les graines de violence et d'instabilité ont manifestement été plantées au cours de la Première Guerre mondiale dans le monde arabe. La politique des puissances coloniales européennes a fait de cette région si riche en ressources énergétiques une région « vide de puissance » après l'effondrement de l'Empire ottoman. Cela a généré de l'instabilité politique et des événements violents à rebondissements multiples, du fait de la Seconde Guerre mondiale et de son prolongement dans la guerre froide. Depuis la chute de l'URSS, le « vide de puissance » et le manque de stabilité régionale ont déclenché des interventions toujours plus nombreuses des États-Unis et des anciennes puissances coloniales européennes dans les affaires du monde arabe.

Nombre d'analystes pensent que se prépare aujourd'hui dans les coulisses, derrière les déclarations aux accents antagonistes, un nouveau Yalta américano-russe portant sur le Moyen-Orient. Les plus enthousiastes pensent que ce Yalta pourrait mettre fin aux tensions insupportables qui déchirent la région, polarisées aujourd'hui autour de la crise syrienne, et y ramener la paix. Il s'agit là sans doute d'une vision trop optimiste de l'avenir : les enjeux de puissance et les passions qu'ils entraînent sont encore trop vifs pour que des concessions réelles soient possibles de la part des principaux protagonistes, internationaux et régionaux. Et même si tel était le cas, il n'est pas dit que les peuples de la région et leurs différents sous-groupes ethniques ou religieux accepteraient de se voir imposer de l'extérieur un nouveau partage du Moyen-Orient.

L'instrumentalisation des communautés ethniques et religieuses est une politique dangereuse, qui peut réserver bien des surprises. Il est malheureux que les leçons de l'histoire agitée et complexe des relations entre puissances occidentales d'une part, monde arabe, Turquie et Iran d'autre part n'aient pas été tirées jusqu'ici. De ce fait, les involutions identitaires de type fondamentaliste auxquelles nous assistons depuis plusieurs décennies au Moyen-Orient pourraient dégénérer, et de plus en plus, en massacres et déplacements forcés de population, comme ce fut le cas au cours de la longue agonie et de l'effondrement de l'Empire ottoman. Le nombre de réfugiés que l'invasion américaine de l'Irak puis la déstabilisation de la Syrie ont engendré augmente tous les jours, créant des pressions énormes sur de petits pays fragiles comme le Liban ou la Jordanie.

Le plus grave serait l'échec des doubles négociations sur le conflit syrien et le dossier nucléaire iranien. Un tel revers ouvrirait à nouveau la porte d'une possible conflagration généralisée au Moyen-Orient. Or rien ne dit encore que ces deux processus pourront réussir, compte tenu des conceptions anti-iraniennes qui s'affirment depuis le début des années 1980 dans les pays européens et aux États-Unis et des passions contre le régime syrien depuis 2005, aussi bien de la part de ces pays que de leurs alliés de la péninsule Arabique.

Enfin, la question israélo-palestinienne reste elle aussi un abcès cristallisant les passions, tant européennes et américaines qu'arabes, turques et iraniennes, même si elle paraît aujourd'hui provisoirement éclipsée par les forts soubresauts de la conjoncture régionale. En tout cas, un nouveau Moyen-Orient pacifié ne saurait émerger de ces jeux de puissance qui perdurent depuis deux siècles, et dont l'origine se trouve largement dans les conquêtes coloniales européennes du ^{xix}^e siècle, puis dans le déroulement et les conséquences de la Première Guerre mondiale.



Mots clés

Première Guerre mondiale
Moyen-Orient
Empire ottoman
Traité de Sèvres (1920)